

***Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers  
Monde***

**Afrique centrale et Afrique de l'ouest**

**Les mouvements sociaux renforcent leurs actions et  
leurs synergies pour une transformation des  
rapports Nord–Sud et une émancipation sociale**

**Demande de soutien pour un programme dans le  
cadre de la campagne 11.11.11 – CNCD**

# **Table des matières**

<b><u>I) Introduction</u></b>	<b>3</b>
1- Données administratives	4
2- Objectifs généraux du CADTM	4
3- Vue d'ensemble du programme	5
4- Description des partenaires du Sud	5
A. Afrique de l'ouest	6
B. Afrique centrale	15
5- Description du partenariat existant entre le CADTM Belgique et les partenaires du Sud	
A. Historique et objectifs du partenariat	21
B. Historique des principales activités entre le(s) partenaire(s) et le CADTM Belgique (2003 – 2004 -2005)	21
C. Méthodologie prévue pour renforcer le partenariat	22
<b><u>II) Le Projet</u></b>	<b>24</b>
1- La problématique et le contexte	
a. Contexte général	25
b. Contexte en Afrique centrale	26
c. Contexte en Afrique de l'Ouest	26
2- Description du projet	
a. Les objectifs du Programme	26
b. Les thématiques du Programme	27
c. La mise en œuvre du Programme	28
i. Phase I : Préparation	
ii. Phase II : Réalisation	
iii. Phase III : suivi	
d. Les publics cibles du Programme	29
e. La viabilité et durabilité du Programme	29
f. La pertinence du Programme	29
g. La cohérence du programme	31
<b><u>III) Le Budget</u></b>	<b>32</b>
Budget prévisionnel pour les années 2007 – 2008 – 2009	33

# **I ) Introduction**

## **1) Données administratives**

Nom : Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde - ASBL

Sigle : CADTM

Adresse du siège social : 149, Montagne Ste-Walburge ; 4000 Liège

Adresse du siège d'activité : 345, av. de l'Observatoire ; 4000 Liège

Téléphone/fax : 04 / 226 62 85

Site internet : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

### Personnes de contact :

Olivier Bonfond : [olivier@cadtm.org](mailto:olivier@cadtm.org) ; 0494 47 28 03

Eric Toussaint : [cadtm@skynet.be](mailto:cadtm@skynet.be) ; 0486 74 47 52

## **2) Description et objectifs généraux du CADTM**

Fondé en Belgique le 15 mars 1990, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Il agit en coordination avec d'autres organisations et mouvements luttant dans la même perspective. Son travail principal, à partir de la problématique de la dette, consiste en la réalisation d'actions et l'élaboration d'[alternatives](#) radicales visant la satisfaction universelle des besoins, des libertés et des droits humains fondamentaux.

Depuis sa création, le CADTM est une association pluraliste constituée de personnes morales et de personnes physiques. Une association qui ancre son action au carrefour des luttes des mouvements sociaux populaires, des mouvements d'éducation permanente, des syndicats, des comités de solidarité internationale et des ONG de développement. Membre du conseil international du Forum social mondial, le CADTM s'inscrit pleinement dans le mouvement citoyen international qui lutte pour « d'autres mondes » possibles, ébauchant les traits d'une mondialisation alternative à celle que les promoteurs du modèle capitaliste néolibéral globalisé présentent comme l'horizon indépassable du bonheur des peuples, l'état naturel de la société, la « fin de l'Histoire » tenue de s'imposer à toutes et tous, et en tous lieux.

Partie prenante de ce « mouvement altermondialiste » qui récuse les dogmes néolibéraux, le CADTM se donne pour mission de contribuer à l'émergence d'un monde fondé sur la souveraineté des peuples, la solidarité internationale, l'égalité, la justice sociale. Le CADTM a pour objet « *d'améliorer l'information et la formation sur les problèmes de développement et en particulier dans le cadre des relations 'Nord-Sud'; de prendre toutes initiatives, d'organiser toutes actions, de diffuser toutes informations et de réaliser tous projets de nature à favoriser la solidarité internationale entre citoyennes et citoyens du monde, qu'ils vivent au Nord ou au Sud, à l'Est ou à l'Ouest; de favoriser l'émergence d'un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples, de la justice sociale, de l'égalité entre les hommes, et entre ceux-ci et les femmes.* » (Extrait des statuts parus au Moniteur belge, 6 février 1992).

### **3) Vue d'ensemble du Programme**

Le Programme que le CADTM Belgique introduit, est un programme triennal qui s'inscrit dans la stratégie général du CADTM (voir point E – la cohérence du Programme – page 21) et est le résultat d'une élaboration collective avec ses partenaires du Sud (de multiples discussions ont eu lieu, en dernier lieu lors du Forum Social Mondial Polycentrique (FSMP) de Bamako en janvier 2006).

Ce Programme se fixe plusieurs objectifs dont deux principaux. **Premièrement**, il s'agit de renforcer les capacités d'action des organisations d'éducation permanente au Sud qui travaillent sur la question de la dette et sur la mise en place d'un développement socialement juste et écologiquement durable. Aux yeux du CADTM, la reconnaissance et l'**autonomie des mouvements sociaux** doivent être la pierre angulaire de la construction d'une société plus juste et véritablement démocratique. **Deuxièmement**, il s'agit de renforcer les connections, le **dialogue et la synergie entre les organisations d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest**, et de connecter ces deux sous-régions. Face à une mondialisation qui impose au continent africain les mêmes politiques néolibérales (privatisations, libéralisation, austérité budgétaire) destructrices d'un point de vue social et humain, il est fondamental de comprendre le développement, relever les défis et construire des réponses de manière globale. Un des objectifs de ce Programme est donc, en dépassant le cadre national, de renforcer les solidarités et la mise en place de stratégie politiques alternatives cohérentes et efficaces à un niveau régional. Jusqu'ici, le CADTM, bien que réalisant incontestablement un travail en terme de renforcement des synergies entre ses partenaires, a manqué de moyens matériels pour réaliser pleinement cet objectif.

Pour réaliser ces objectifs, Le CADTM va réaliser toute une série d'activités. Chaque année, le Programme se décomposera en trois phases : **une phase de préparation**, où il s'agit essentiellement de coordonner les travaux de recherches au niveau national et de préparer les rencontres internationales ; **une phase de réalisation** où deux rencontres internationales sont réalisées (l'une en Afrique centrale, l'autre en Afrique de l'Ouest). Les activités réalisées durant ces rencontres sont : un séminaire sur la dette odieuse, l'audit et les alternatives ; des conférences publiques ; des réunions internes qui font le bilan, fixent( les objectifs et les stratégies d'actions communes ; **une phase de suivi** où les partenaires du Sud réalisent des actions d'éducation permanente au niveau national et régional, élaborent des outils pédagogiques communs et renforcent leurs interpellation politique

### **4) Description des partenaires du Sud**

Si les organisations partenaires du réseau CADTM International n'ont pas toutes la même force, la même grandeur et la même expérience et ne prétendent pas représenter l'entièreté de la société civile dans les pays concernés, toutes ces organisations ont comme point commun de mettre l'accent sur l'action militante bénévole et de prioriser le travail d'éducation permanente à la base. Nouer des partenariats solides et durables entre ces organisations aura l'avantage, en partageant les compétences et les expériences qu'elles ont acquises ces dernières années, de renforcer leurs « solidités » d'une part et, d'autre part, de permettre la mise en place de stratégies et axes d'actions communs, objectif fondamental de ce programme.

# **A ) Afrique de l'Ouest**

## **I ) COTE D'IVOIRE**

### **A – Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

Forum national de lutte contre la dette et la pauvreté (FNDP)

BP 5997 01 Abidjan

Tél.: (+225) 22 47 50 54

[fndp2002@yahoo.fr](mailto:fndp2002@yahoo.fr)

Personne de contact : Solange Kone : secrétaire aux relations extérieures du FNDP

[kone@aviso.ci](mailto:kone@aviso.ci)

### **B – Date de la Création – Régime juridique et objet social**

Date de la création : 21 Avril 2001

Régime juridique : association de droit ivoirien

Objet social: Former et informer les citoyens sur la question de la dette; promouvoir les droits humains; soutenir les populations à la revendication de leurs droits; organiser des activités de lutte pour l'annulation de la dette; être en lien avec les autres mouvements sociaux afin de renforcer nos actions.

### **C – Bref historique des activités réalisées par le passé (2003 – 2004 -2005 )**

- 3 éditions du « Forum Social Ivoirien »
- 3 sessions de renforcement des capacités des membres2 conférences de presse
- 6 conférences publiques
- réalisation d'un film sur la dette
- 5 participations aux FSM
- 5 participations aux FSA
- 3 participations aux « forum des peuples »
- 1 enquête sur la pauvreté en Côte d'Ivoire
- ...

### **D - Synergies et partenariats**

#### **Au niveau local :**

- Marche Mondiale des Femmes section Côte d'Ivoire
- Mouvement ivoirien des droits de la jeunesse (MIDJ)

#### **Au niveau international :**

- CADTM International
- Jubilé Sud
- CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)
- ROAD (Réseau Ouest africain pour le Développement)
- Forum social africain (FSA)

## **E – Moyens financiers généraux**

Bailleurs de fonds principaux : CCFD France et Forum social africain (FSA)  
Budget global pour année 2004 et 2005 : 34 100 euro dont 33 000 euro pour le CCFD et 1 100 euro pour le FSA

## **II ) NIGER**

### **A – Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

Réseau National Dette et Développement (RNDD)

BP 10766 Niamey, Niger

Tél.: (+227) 74 21 29 / 74 34 38

Personnes de contact :

Ibrahim Yacouba : Coordinateur du RNDD : [i.yacouba@caramail.com](mailto:i.yacouba@caramail.com)

Oubandoma Salissou : Secrétaire adjoint à la communication : [osalissou@yahoo.fr](mailto:osalissou@yahoo.fr)

### **B – Date de la Création – Régime juridique - objet social – moyens d'actions**

Date de la création : 26 février 2002

Régime Juridique : Coalition sociale nigérienne

Objet social : Le Réseau National Dette et Développement (RNDD) est un réseau d'élaboration, de formation, de sensibilisation et de mobilisation. Il milite :

- pour l'annulation de la dette extérieure du tiers monde ;
- contre les politiques d'ajustement structurel tant au plan national qu'international ;
- contre la mondialisation néo-libérale et ses effets sur les acquis sociaux, le secteur public et le rôle de l'Etat ;
- pour promouvoir les relations Nord-Sud sur la base de la solidarité et de l'égalité entre les peuples ;
- contre les effets de dépendance et de domination occasionnés par le système d'endettement international ;
- pour la construction d'alternatives sociales en vue d'un développement durable pour le Niger et les Etats du tiers monde.

Moyens d'action : Les moyens d'actions du RNDD sont ceux consacrés par la Constitution du Niger et les instruments juridiques internationaux. Ce sont notamment les déclarations, les assemblées générales, les meetings, les marches, les sit-in, les appels de conscience, les conférences publiques et de presse.

### **C – Bref historique des activités réalisées par le passé (2003 - 2004-2005)**

- la première semaine nigérienne d'action contre la dette
  - o trois conférences-débat
  - o un meeting
  - o deux sessions de formation
- organisation de la Caravane des alternatives sociales
  - o Cette activité, qui s'est tenue du 19 au 26 mars 2005 et réalisée en partenariat avec le CNCN et le CADTM, a été une véritable réussite en matière d'éducation populaire et d'interpellation politique. Pour plus d'infos voir : [http://www.cncd.be/pages/actu\\_article.cfm?news\\_id=424](http://www.cncd.be/pages/actu_article.cfm?news_id=424) et [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)

- une vingtaine de conférences sur la dette
- une conférence sur la fiscalité au sein de l'union ouest africaine (dans le cadre du mouvement contre la TVA),
- une conférence sur « impérialisme et terrorisme »
- une campagne de pétition de 27.000 signatures contre la dette
- production d'un album rap contre la dette (1000 k7):
  - o titre de l'album "nous ne devons rien"
- deux concerts contre la dette
- édition de trois numéros de la revue du RNDD : "un autre monde est possible" (2000 exemplaires par tirage)
- participation a la mobilisation pour la défense du service public
- coordination du mouvement anti-guerre
- participation au mouvement contre la marchandisation de l'eau
- ...

### **D - Synergies et partenariats**

#### **Au niveau local :**

Le RNDD est un réseau composé d'une trentaine d'organisations de la société civile nigérienne. Parmi elles, citons :

- Syndicat National des Enseignants du Niger (SNEN)
- Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN)
- Union des Etudiants et Elèves de l'ECOLE Nationale d'ADMINISTRATION (UEENA)
- Journal « Le Républicain »
- Groupe Alternative Espace Citoyen
- ONG Paix et Développement (PAIDDEV)
- ...

#### **Au niveau International :**

- CADTM International
- Jubilé Sud
- ROAD
- CNCD

### **E – Moyens financiers généraux**

Les ressources financières du RNDD sont constituée par :

- Les droits d'adhésion
- Les cotisations des membres
- Les subventions,
- Les dons et legs

### **BUDGET DE FONCTIONNEMENT**

<b>N°</b>	<b>DISIGNATION</b>	<b>MONTANT</b>	<b>MONTANT ANNUEL</b>
1	FRAIS DU LOYER	100 000F X 12	1 200 000F
2	FRAIS D'ELECTRICITE	15 000F X 12	180 000F

3	FRAIS D'EAU	6 000F X 12	72 000F
4	SALAIRE DU GARDIEN	35 000F X 12	420 000F
5	FOURNITURE DE BUREAU	22 000F X 12	264 000F
4	GRATIFICATION SECRETAIRE	50 000F X 12	600 000F
<b>TOTAL</b>			<b>2 736 000F</b>

LE BUDGET ANNUEL S'ELEVE A : DEUX MILLIONS SEPT CENT TRENTE SIX MILLE FRANC CFA

### **RECETTES ANNUELLES**

Bailleurs de fonds principaux : CADTM et CNCD

Cotisations des organisations membres : 30 000F X 32 ORGANISATIONS= 960 000F

### **III ) SENEGAL**

#### **A – Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

APROFES (Association pour la promotion de la femme sénégalaise) - CADTM Sénégal  
Kaolak - Sénégal

Tél.: (++221) 824 41 16

[cadtmsenegal@yahoo.fr](mailto:cadtmsenegal@yahoo.fr)

Personne de contact : BINTA SARR : Présidente : [bsaprofes@yahoo.fr](mailto:bsaprofes@yahoo.fr)

#### **B – Date de la Création – Régime juridique et objet social**

Date de création :13 novembre 1987 à Kaolak Sénégal

Régime juridique : ONG nationale

Raison sociale : l'APROFES a pour mission de contribuer a la promotion économique, sociale et culturelle de la femme sénégalaise

#### **C – Bref historique des activités réalisées par le passé**

- formations de formateurs sur les thématiques suivantes :
  - o genre
  - o leadership
  - o plaidoyer
  - o contrôle citoyen
  - o technique de communication, négociation et médiation
- formation des leaders et animateurs sur les questions suivantes :
  - o la dette
  - o la pauvreté : les causes et les conséquences
  - o les alternatives
  - o le commerce international
  - o les droits de la femme sénégalaise
- sessions d'interpellation des décideurs sur :

- o les droits a la santé
- o la participation des femmes aux sphères de prise de décisions
  
- conférences et des causeries sur :
  - o le développement local et le contrôle citoyen
  - o le code de la famille
  - o la féminisation du vih / sida
  
- séances de théâtre sur les mêmes thématiques
  
- ...

#### **D - Synergies et partenariats**

##### Au niveau local :

- congad
- forum social sénégalais
- conseil senegalais des femmes

##### Au niveau international :

- CADTM International
- Solidarite socialiste Belgique
- NOVIB hollande
- la LWR usa
- ...

#### **E – Moyens financiers généraux**

BUDJET GLOBAL 2004/ 2005 (RECETTES):

- NOVIB :	90 millions cfa	
- LWR :	30 millions cfa	
- solidarité socialiste	50 millions cfa	
- CNLS lutte contre le sida :	15 millions cfa	
- <b>total</b>		<b>185 millions cfa</b>

#### **IV ) MALI**

##### **A – Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

CAD – Mali : Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement  
 B.P.E1539 - Rue251, Porte370 – Djélibougou Bamako – Mali  
 Tél./Fax:(+223)2240134

Sites:[www.cadmali.org](http://www.cadmali.org)/[www.forumdespeuples.org](http://www.forumdespeuples.org)

E.mail:[jubilecad-mali@cefib.com](mailto:jubilecad-mali@cefib.com)

##### Personnes de contact :

Aminata Touré Barry : Présidente du CAD Mali : [baryaminatou@yahoo.fr](mailto:baryaminatou@yahoo.fr)

Samba Tembely : Secrétaire général : [jubilecad-mali@cefib.com](mailto:jubilecad-mali@cefib.com)

## **B – Date de la Création – Régime juridique et objet social**

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) est un mouvement social populaire de statut malien agréé par le Gouvernement du Mali en 2001.

Le mouvement social populaire CAD Mali est bien connu au Mali, en Afrique et dans le Monde à travers des activités concrètes de résistances et de proposition d’alternatives sur les questions problématiques de l’endettement du Tiers monde et du commerce international. Ces deux questions en plus du système de corruption au Sud avec la complicité du Nord, sont des mécanismes fondamentaux du blocage du processus de développement social, économique, culturel, environnemental et politique du Mali, de l’Afrique et des autres pays du Tiers Monde.

CAD Mali a construit sa légitimité et crédibilité sur le terrain de la mobilisation sociale, d’éducation populaire, de protestations d’échanges, et proposition d’alternatives.

## **C – Bref historique des activités réalisées par le passé**

- L’organisation du Forum des peuples à Siby et Kita, première édition en 2002, seconde édition en 2003 et troisième édition en 2004, et à Fana, quatrième édition en 2005
- L’organisation de la manifestation de protestation contre la banque mondiale et le FMI, lors de la visite du Président de la banque mondiale et du Directeur Général du FMI au Mali en compagnie d’une dizaine de chefs d’Etats africains en février 2001 ;
- Organisation de la journée panafricaine de l’annulation de la dette (2001, 2002) ;
- Organisation de plusieurs activités d’éducation populaire sur l’initiative PPT/CSLP au niveau des mouvements sociaux, des masses média, et des services étatiques (2001, 2002, 2003) ;
- Formation en plaidoyer /pression de plus de 4 000 activistes venus des différentes antennes régionale de la Coalition et du District de Bamako sur les questions de la dette et questions connexes, commerce équitable, Accord de Cotonou, CSLP, AGOA, mondialisation néo – libérale, NEPAD, OMC, droits humains etc. (2001, 2002, 2003, 2004) ;
- Protestation contre les actions de privatisation de l’eau, de la régie de chemin de fer, et contre les dégâts environnementaux dans la zone minière de Sadiola à Kayes (2003, 2004) ;
- Conférences - débats sur la dette et mondialisation néo-libérale au niveau de toutes les facultés universitaires du Mali (2001, 2002, 2003) ;
- Conférences - débats sur la marchandisation de l’éducation et sur la santé publique (2004) ;
- Réalisation d’une étude d’impact de la mise en œuvre du CSLP sur la santé et production d’un document de plaidoyer (2004) ;
- la réalisation de deux semaines d’éducation populaire sur la privatisation des sociétés et entreprises d’Etat (2003) et sur la santé comme droit pour tous (2004) ;
- Education populaire dans le monde rural à travers l’organisation des conférences populaire paysannes (2002, 2003, 2004) ;
- formation de 150 journalistes étatiques et privés sur la problématique de l’endettement et commerce non équitable (2003, 2004) ;
- Promotion de livres et autres documents d’éducation et de conscientisation sur la dette injuste, le commerce non équitable, la mondialisation libérale etc. (2001, 2002, 2003, 2004) ;

- Formation de 35 députés du Mali sur les mécanismes de l'endettement et du commerce non équitable (2004) ;
- Organisation à Sélingué de la rencontre internationale des ACP et groupe de Cotonou sur les accords de Cotonou (2003) ;
- Organisation à Sélingué des ateliers internationaux d'une cinquantaine d'associations africaines populaires des réseaux Jubilé Sud et CADTM sur la fameuse initiative PPTE/CSLP de la banque mondiale, du FMI et du G7 (2002, 2003) ;
- Participation et présentation des communications à toutes les éditions du Forum social Mondial (2001, 2002, 2003, 2004) et du forum social africain (2002, 2003, 2004) ;
- Réalisation de plusieurs conférences de presse (2001, 2002, 2003, 2004) ;
- Participation à plusieurs ateliers gouvernementaux et des autres organisations de la société civile sur le CSLP, Accord de Cotonou, NEPAD (2001, 2002, 2003, 2004) ;
- Participation à plusieurs forums, conférences et ateliers au niveau de la sous région ouest africaine (Bénin, RCI, Burkina Faso, Sénégal) 2001, 2002, 2003, 2004 ;
- Participation à plusieurs forums, conférences et ateliers au niveau international (France, Belgique, Pays Bas) 2001, 2002, 2003, 2004.
- Recrutement d'un agent de plaidoyer,
- Création d'un conseil juridique(2005)
- Planification stratégique 2005 - 2009 (2004)
- Réalisation d'une étude de la dette du Mali

L'ensemble des actions de mobilisations et de dialogue politique (émissions radio, danses populaires, sketches, football populaire, productions théâtrales, conférences de presses, conférences – débats, rencontres d'échanges... ) ont porté sur les questions d'endettement (ses relations avec les programmes d'ajustement structurel), le commerce international (ses relations avec la sécurité alimentaire, la détérioration des termes d'échanges, le dumping des pays du Nord) et la mondialisation libérale.

Ces actions ont permis d'une part de questionner, collecter les informations ou d'interpeller le gouvernement et les institutions de Bretton Woods. Et d'autre part, d'informer, de sensibiliser et mobiliser un nombre important de citoyens et citoyennes, d'organisations paysannes, féminines, religieuses, de jeunes, de syndicats, de partis politiques, d'opérateurs économiques, d'organes de presse... des milieux urbain, semi-urbain et rural du District de Bamako et des régions de Koulikoro, Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou.

Ainsi, la crédibilité de CAD- Mali comme mouvement social de plaidoyer et lobbying en faveur de la justice sociale et économique fut popularisée et reconnue au niveau national et international. Le journal gouvernemental L'ESSOR le crédite dans sa parution N°14748 du mercredi 10 juillet 2002 d'association de société civile très active au Mali. La légitimité de CAD – Mali sur les questions de dette et développement fut également consolidée et connue du monde rural.

La représentativité du mouvement s'est aussi élargie : de 22 organisations en 2001, la Coalition compte 54 organisations en 2004.

#### **D - Synergies et partenariats**

##### Au niveau local :

La CAD Mali regroupe plus d'une soixantaine de membres : organisations paysannes, de femmes, de jeunes, d'opérateurs économiques locaux, d'ONGs, de syndicats, confessions religieuses (musulmanes et chrétiennes) et des personnes engagées pour la cause des peuples. A titre de rappel, c'est la Coalition Nationale Jubilé 2000 Mali (CNM Jubilé 2000) créée dans le cadre de la campagne internationale Jubilé 2000, qui a donné naissance à la CAD-Mali. En effet, à la sortie de cette campagne internationale pour l'annulation de la dette des pays appauvris fin décembre 2000, les organisations populaires maliennes sus-mentionnées ont décidé de poursuivre la lutte en faveur de l'annulation de la dette injuste ainsi que pour un commerce équitable par la création de la CAD-Mali.

CAD-Mali est présente à l'intérieur du Mali à travers ses 6 antennes de coalition régionales dans les régions de : Kayes, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao et Koulikoro.

CAD-Mali est initiatrice du " Forum des Peuples au Mali " en contrepoint au sommet du G8.

Au niveau international :

- CAD-Mali est membre des réseaux :
  - o Jubilé Sud
  - o CADTM
  - o ATTAC
  - o ROAD.
- La Coalition assure le Secrétariat sous régional du Réseau pour l'annulation de la dette et la coordination du réseau Jubilé Sud en Afrique de l'Ouest et est membre fondateur du Réseau Ouest Africain des Alternatives pour le développement (ROAD)
- CAD-Mali est membre fondatrice de la campagne africaine pour l'annulation de la dette et membre initiatrice du manifeste de Dakar sur la dette africaine.
- La coalition est partenaire de
  - o Christian – Aid
  - o OXFAM SOLIDARITE Belgique
  - o CNCD/Belgique
  - o Diakonia
  - o CCFD
  - o Agir ici
  - o Novib
  - o Jubilé Ecosse.
  - o

E – Moyens financiers généraux (FCFA)

## Rapport financier CAD - Mali / 2003

RUBRIQUES	CHRISTIAN – AID	DIAKONIA	CADTM	CNCD Belgique	Ambassade Canada	Jubilé 2000/CAD Mali	TOTAL GENERAL
Equipement	800 000	2 870 415					3 670 415
Fonctionnement	5 558 161	6 865 504		1 375 000		4 000 000	17 798 665

Autres études formations sensibilisations	7 442 374	11 987 297				2 967 000	22 396 671
Ateliers DSRP	4 799 700	1 000 000	3 500 000			1 200 000	10 499 700
Séminaire accords cotonou				10 526 579		2 000 000	12526579
Forum peuples	2 048 294			1 500 000	5 000 000	8 900 000	17 448 294
<b>TOTAL</b>	<b>20 648 529</b>	<b>22 723 216</b>	<b>3500000</b>	<b>13 401 579</b>	<b>5 000 000</b>	<b>19 067 000</b>	<b>84 340 324</b>

## Rapport financier CAD - Mali / 2004

RUBRIQUES	CHRISTIAN - AID	DIAKONIA	CADTM	CNCD Belgique	CCFD	AUTRES PARTENAIRES	Jubilé 2000/CAD Mali	TOTAL GENERAL
Equipement							6 000 000	6 000 000
Fonctionnement	8 033 224	7 057 570	1 110 000					16 200 794
Etudes formations sensibilisations	10 136 896	19 086 750	200 000					29 423 646
Forum peuples	3 000 250	1 000 000		9 825 000	6 559 570	3 587 000	5 408 748	29 380 568
<b>TOTAL</b>	<b>21 170 370</b>	<b>27 144 320</b>	<b>1310000</b>	<b>9 825 000</b>	<b>6559570</b>	<b>3587000</b>	<b>11 408 748</b>	<b>81 005</b>

## **B ) Afrique centrale**

### **I ) REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Vu l'étendue géographique de la RDC, mais aussi et surtout son contexte politique et économique actuel, il apparaît comme essentiel de renforcer fortement les contacts, le dialogue et une coordination des réflexions et actions entre les mouvements sociaux des différentes régions du pays. Cette connexion a déjà commencé, notamment entre le NAD-RDC et le CADTM Lubumbashi, mais elle reste insuffisante. Dans ce contexte, plusieurs organisations de RDC font partie intégrante du Programme. A noter également qu'une partie du doublement DRI servira à renforcer encore un peu plus les capacités et les synergies des mouvements sociaux congolais.

#### **1 - A – Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

Nouvelles alternatives pour le développement (NAD-RDC)

52 rue Boleko, Matonge, Kalamu, Kinshasa

[nad\\_rdc@hotmail.com](mailto:nad_rdc@hotmail.com)

Personne de contact : Victor Nzuzi : Président [grapr\\_kinti@hotmail.com](mailto:grapr_kinti@hotmail.com)

#### **1 - B – Date de la Création – Régime juridique et objet social**

Date de la création : 13 juin 2003

Régime juridique : ASBL

Objet social : Le NAD vise à :

- promouvoir l'esprit communautaire et de solidarité dans la société (renforcer le travail en réseau).
- concerter, réfléchir sur notre environnement et échanger les expériences en vue de sortir de la pauvreté,
- approfondir et vulgariser les infos sur les enjeux de la mondialisation : dette, OMC, IFIs, souveraineté alimentaire.
- participer à l'élaboration et l'exécution des projets de développement réels et durables,
- former et informer la population sur ses droits et devoirs pour l'édification d'un autre Congo

#### **1 - C – Bref historique des activités réalisées par le passé (2004 -2005)**

Les réflexions autour de la naissance du NAD, sont parties de la nécessité de pérenniser les acquis de notre participation à la campagne « Abolir la dette pour libérer le développement » (campagne réalisée par le CNCD et le CADTM) et d'autre part, sur le constat d'un manque d'un débat autour des questions telles que : dette, OMC, IFI

- 15 conférences sur
  - o La problématique générale de la dette
  - o La dette congolaise
  - o L'OMC
- 30 émissions radios en partenariat avec la radio Nationale (RTNC)
- Réalisation de publications : voir [http://www.cadtm.org/rubrique.php3?id\\_rubrique=152](http://www.cadtm.org/rubrique.php3?id_rubrique=152)

- Tournée des associations dans le bas Congo : à LUOZI, KIMPESE , KASI , KUILU
- 2 activités à Brazzaville sur la dette et mondialisation
- Sortie de la chanson sur la dette
- lancement de la coalition dette
- Premier séminaire sur la dette à Lubumbashi avec AMSEL CADTM
- Participation à différents forums
  - forum des ONG de KINSHASA
    - o forum social mondial
    - o forum social européen
    - o forum social africain
    - o forum social méditerranéen
- séminaires internationaux sur le droit et dette avec le CADTM Belgique
- Participation au programme de mobilisation sur le contrôle citoyen
  - o participation à la conception, élaboration et exécutions des projets

### **1 - D - Synergies et partenariats**

#### **Au niveau local :**

- le NAD fait partie et est initiateur de la coalition dette avec 30 ONG, syndicats, églises ...
- les syndicats : solidarité, fgtk, Cdt, cpt, le CNONGD et le crong kin s
- les ONG de droits de l'homme : renadhoc, asadho , redhuc , la coalition contre l'impunité
- les réseaux des ONG des femmes
- WANGO
- CIAM (Eglise catholique)
- les RADIOS : rtnc , elikya , ntemo

#### **Au niveau international :**

- CADTM
- JUBILE SUD
- apash brazzaville
- la confédération paysanne
- CETIM (Centre Europe tiers Monde)

### **1 - E – Moyens financiers généraux**

Données à recevoir

Le budget annuel tourne autour de 10 000\$, réalisé avec des cotisations et l'appui financier du CADTM

### **2 - A – Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

AMSEL / CADTM Lubumbashi

3, avenue Kasombo, Cité Gecamines Lubumbashi, République démocratique du Congo  
[cadtm\\_lubum@yahoo.fr](mailto:cadtm_lubum@yahoo.fr)

Personne de contact : Luc Mukendi : coordinateur : [hluc20@yahoo.fr](mailto:hluc20@yahoo.fr)

### **2 - B – Date de la Création – Régime juridique et objet social**

Date de la création : juin 2003

Régime juridique : Association de droit congolais

Objet social :

## **2 - C – Bref historique des activités réalisées par le passé**

- Forum social lushois
- Première semaine d'action et de formation (en collaboration pour la première fois avec le NAD – RDC)
- 15 conférences débat sur le thème de la dette, le néolibéralisme et le mouvement altermondialiste
- Animations sensibilisations sur la dette et la mondialisation dans le milieu scolaire
- Séminaire sur la dette et les paradis fiscaux.
- Mise en place d'une bibliothèque alternative à l'université de Lubumbashi
- Soutien et coordination à des thèses de fin de cycle universitaire qui traite de la question de la dette
- Interventions dans les médias

## **2 - D - Synergies et partenariats**

### Au niveau local :

AMSEL : Action Mondiale pour le Sourire et la Lumière

### Au niveau international :

CADTM International

## **2 - E – Moyens financiers généraux**

Données à recevoir

## **3 – Organisation du Nord Kivu**

Les contacts du Réseau CADTM International avec le Nord Kivu existent déjà mais il n'a pas encore réussi à établir une collaboration solide et régulière avec cette région. En 2006, le CADTM va renforcer ses liens avec cette région et le Programme jouera un rôle fondamental dans la réalisation de cet objectif. Christian Kakule Kaparay, actuellement étudiant à l'Université Catholique de Louvain, est enseignant à l'université à Butembo. Il sera le contact privilégié du Réseau pour intégrer une organisation de la région du Nord Kivu au Programme. Les informations nécessaires seront données dans le courant de l'année 2006.

Contact : [kaparayc@yahoo.fr](mailto:kaparayc@yahoo.fr)

## **II) CONGO-BRAZZAVILLE**

### **A) Nom de l'organisation – coordonnées – Personnes de contact**

Association Pour une Alternative au Service de l'Humanité (ASAPH) - CADTM Brazzaville  
BP 403, Brazzaville

[cadtmbrazza@yahoo.fr](mailto:cadtmbrazza@yahoo.fr)

Personnes de contact :

Isabelle Likouka : Trésorière  
Ferly LIKOUKA : Président  
[cadtmbrazza@yahoo.fr](mailto:cadtmbrazza@yahoo.fr)

### **B – Date de la Création – Régime juridique et objet social**

Date de la création : Avril 2004

Régime Juridique : Organisation sociale congolaise (reconnaissance officielle au niveau du Ministère : RC n°253/05/MATD/DGAT/DER/SAG)

Objet social : L'association a pour objectifs de :

- promouvoir une mondialisation qui soit bénéfique à tous les hommes et qui ne compromette pas l'avenir de la planète
- lutter contre la mondialisation néo-libérale actuelle pour que les pays en développement reconquièrent leur autonomie en suscitant une prise de conscience des citoyens et des gouvernements de ces pays.
- produire et communiquer de l'information sur les risques que la mondialisation actuelle fait peser sur les droits de l'homme (droits sociaux, droits politiques, droit de l'environnement,...).
- renforcer les capacités de participation citoyenne à la formulation des politiques, aux choix de société et aux modèles de développement.
- promouvoir des alternatives dans le sens d'un commerce équitable et d'un développement durable.

Thèmes traités par APASH:

- les inégalités mondiales (dette, commerce international, souveraineté)
- la dégradation du système éducatif,
- la dégradation du système sanitaire,
- la disparition des services publics,
- les atteintes aux droits humains fondamentaux et aux droits sociaux,
- les causes de l'augmentation constante du chômage,
- l'acculturation et la perte des valeurs culturelles,
- l'importation et ses dangers : le cas des produits alimentaires,
- la déforestation et la privatisation des ressources naturelles,
- les pollutions des eaux, de l'air, des sols par les sachets, les produits chimiques, ...

### **C – Bref historique des activités réalisées par le passé (2004 – 2005 )**

- Diffusion d'articles dans la presse
- Participation à des émissions télé
- Interviews Radio
- Diffusion de dépliants pédagogiques
  - o Ces poulets qui nous tuent
  - o Ces sachets qui nous tuent
  - o Cette dette qui nous tue
  - o Cette OMC qui nous tue
- Conférences à l'université, dans des écoles, dans des comités de quartier, dans des Ministères, sur la dette, l'OMC, les politiques FMI-BM et les alternatives
- Ouverture d'un local et de la bibliothèque
- Participation à la 6ème semaine universitaire organisée à Brazzaville sur le thème général "44 ans après l'indépendance, le Congo a-t-il réalisé des progrès ? ".Exposés

- Participation à la "Semaine du développement Durable" de l'Ecole française Saint-Exupéry: interventions sur la Dette, la Surconsommation, les Dangers des Sachets, le Commerce équitable (présentation d'une production locale de jus de fruits en bouteille "Primtaf"), la pollution de l'air, l'eau, les dangers alimentaires ...
- Mise en place de 2 tonneaux de récolte des sachets au CHU et avenue Maya-Maya au siège de l'association.
- Participation à la rencontre du Dialogue Citoyen (créé pour le DSRP) sur le budget du Congo. Rédaction par Apash d'un dépliant sur le budget du Congo.
- Formation des membres de la Croix rouge pour les campagnes "Ces Poulets qui nous tuent" et "Ces Sachets qui nous tuent", distribution dépliant et autres documents.
- Lancement et coordination des campagnes suivantes :
  - o "Ces Sachets qui nous tuent":
  - o les poulets congelés
- Suivi et coordination des négociations commerciales internationales de l'OMC.
- Participation à la journée mondiale de l'alimentation
- Participation aux journées de l'Industrialisation de l'Afrique (sur l'Adpic, la résistance aux importations et la souveraineté et l'agro-alimentaire)
- Nombreux contacts avec comités de quartier, de santé, Croix rouge, associations de quartier.
  - o rencontre avec le service d'hygiène de l'hôpital sur le thème des poulets congelés.
  - o rencontre avec Association Congolaise pour la défense des droits des Consommateurs: projet de collaboration.
  - o rencontre avec le Comité de santé du quartier 43, plateau des 15 ans
  - o rencontre avec le Comité Local de développement (COLODE), regroupement d'associations et comités de quartier du quartier 43, plateau des 15 ans
  - o Collaboration avec l'ACDIC du Cameroun pour la campagne sur les poulets congelés
  - o rencontre M. Ganguia : Directeur de l'Industrie (rencontré lors de la conférence sur la dette le 12 décembre 2004 et ayant demandé à nous rencontrer). Possibilités d'aide et d'appui par son Ministère pour les alternatives : élevage de poulets notamment. Proposition de collaboration.
  - o rencontre avec les Volontaires de la Croix Rouge (quartier 43).
  - o rencontre avec AJED (Association Jeunes Economie et Développement) quartier 43 : projet de collaboration.
  - o rencontre avec Jeune Bâtitteur : association de ramassage d'ordures du quartier 43
  - o rencontre avec l'Association des parents d'élèves (APEEC).
  - o rencontre avec Paul BOUYIKA, vétérinaire, gérant de la FAABCO (Fabrication d'Aliment de Bétail du Congo).
  - o Rencontre avec les jeunes AJDHPE (Association Jeunes pour le Développement Humain et la Protection de l'Environnement), et CEERDM (Cercle des élèves et étudiants ressortissants du district de Mvouti)
  - o Rencontre avec le CCOD (Conseil de Concertation des ONG de Développement: réseau d'associations) pour lettre à la FAO pour proposition de collaboration lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation.
  - o rencontre avec les conteurs de AJED pour préparer un conte pour les conférences Poulets congelés.

- o réunion de APASH et ACDDC avec l'association des éleveurs avicoles et producteurs de provende du Congo.
- o présentation d'Apash à la trentaine de rappeurs présents au CCF

### **D - Synergies et partenariats**

#### les partenariats locaux :

ACDDC (Association de Défense des Droits des Consommateurs)

ASELCO (Association des éleveurs du Congo)

AJDHPE (Association Jeunes pour le Développement Humain et la Protection de l'Environnement).

...

#### les partenaires internationaux

CADTM International

ATTAC

ACDIC Cameroun

NAD RDC

Attac Togo

...

### **E – Moyens financiers généraux**

## **BILAN FINANCIER DE OCTOBRE 2004 à DECEMBRE 2005**

### **RECETTES:**

#### **Dons financiers:**

Cotisations: 10.500 FCFA

Aumônerie universitaire pour conférence décembre 2004: 3000 FCFA

CADTM: 328.000 FCFA

Dons Damien MILLET: 436.240 FCFA

### **TOTAL RECETTES FINANCIERES: 777.740 FCFA**

**Dons en matériel par amis altermondialistes:** un magnétoscope très usagé, une caméra vidéo, un ordinateur et une imprimante, divers livres, 3 cassettes vidéo ACDIC Cameroun.

### **DEPENSES:**

#### **DEPENSES NON REPERTORIEES AU BUDGET**

**Communications** (messages téléphones, appels Congo, Cameroun, mails et consultation internet),

**transports** en voiture personnelle et transports divers,

**impression des documents** (environ 3 cartouches par an à 35.000 la cartouche), matériel de fonctionnement du local (savon, PQ, liquide vaisselle, gobelets, éponges, serviettes), frais de communication et d'acheminement des dons venus d'Europe, matériels didactiques ...

## **DEPENSES INSCRITES AU BUDGET**

Photocopies (dépliants et équipement bibliothèque):	402.140
Loyers du local (janvier 2005 à Novembre 2005):	300.000
Matériel bureau et équipement local:	192.730
Intervenants et media (conteurs, tresseuses, radio rurale):	36.500
Transports et communications des membres actifs pour l'organisation des conférences:	69.600
Divers (location chaises, logo Apash, frais récépissé, etc.):	49.500

**TOTAL DEPENSES INSCRITES AU BUDGET: 1.050.470**

### **5) Description du partenariat existant entre le CADTM Belgique et les partenaires du Sud**

#### **Historique et objectifs du partenariat**

Depuis la fin des années 90, et en particulier depuis la tenue de la conférence : « Dakar 2000: des résistances aux alternatives », un contact de plus en plus régulier s'est établi entre nos partenaires africains pour faire le point de façon constante sur les conséquences de l'endettement en termes sociaux et environnementaux, sur les mesures d'allégement, sur l'élaboration des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, sur les alternatives des mouvements sociaux et leurs activités. Le CADTM considère comme essentiel de continuer à renforcer ces contacts au niveau de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale.

Le réseau international s'est renforcé de manière significative ces dernières années, et sa capacité d'intervention a été extrêmement visible dans les grands événements qui ont jalonné les années 2003, 2004 et 2005. Malgré ces avancées significatives, force est de constater qu'à l'heure actuelle, l'offensive néolibérale se poursuit et touche de plus en plus durement ces deux régions.

Pour que ces organisations puissent devenir un véritable moteur des transformations sociales indispensables à la construction d'un développement équitable et durable, il est fondamental de renforcer l'autonomie et les capacités d'actions des partenaires, et de construire des partenariats solides et durables entre les organisations de ces régions.

#### **Historique des principales activités entre le(s) partenaire(s) et l'ONG belge (2003 – 2004 -2005)**

Le CADTM a collaboré avec ses partenaires sur un grand nombre d'activités diverses (Conscientisation, sensibilisation, actions d'éducation permanente, formations, actions internationales, ...). Ci-dessous, sont indiquées les principales activités qui ont impliqué tous ou une partie des partenaires d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. (De plus amples informations sur ces activités peuvent être fournies sur demande)

#### **Année 2003 – 2004 – 2005**

##### **Activités récurrentes :**

- Forum Social Mondial
- Participation aux Conseils internationaux du FSM

- Réunions du réseau international CADTM
- Participation aux réunions internationales de Jubilé Sud
- Sommet alternatif à la tenue du G8
- Forum des peuples au Mali
- Forum Social Européen
- Réunion du réseau CADTM africain
- Production d'analyse et d'études
- Séminaire « Droit international et dette »
- Un grand nombre de conférences et d'activités vers le grand public
- Forum Social Africain
- Interpellation politique en Afrique
- Formation de cadres du réseau CADTM dans le cadre du cycle de formation internationale Nord/Sud

#### Activités ponctuelles

- Le tribunal de la dette et des réparations
- Le Concert "Drop the Debt"
- Interpellation politique en Afrique par les partenaires africains de la campagne
- Atelier régional d'Afrique de l'Ouest sur les CSLP
- Formation de 50 cadres de l'Afrique de l'Ouest
- Formation de 15 cadres internationaux au Séminaire international de formation d'Amsterdam
- Assemblée des Peuples de la Caraïbe
- Forum social Méditerranéen
- 1<sup>ère</sup> Formation économique et historique organisée par l'Observatoire International de la dette
- Atelier de la dette odieuse en RDC
- Dialogue Sud/Nord (La Havane – Cuba)

#### Méthodologie prévue pour renforcer le partenariat

La méthodologie peut se décomposer en 3 axes :

##### 1 – Coordination du dialogue politique, de la recherche et des rencontres internationales

Dans le cadre de ce Programme et de la préparation aux rencontres internationales, le CADTM soutiendra les organisations partenaires quant à l'échange d'informations, la recherche et la production d'analyse concernant notamment la dette odieuse et la mise en place d'un audit de la dette dans les pays concernés. Il s'agit d'une part, de fournir aux organisations partenaires toute l'expertise que le CADTM a acquise ces dernières années dans ces matières et, d'autre part, de favoriser l'échange d'information entre les partenaires. A titre d'exemple, la CAD Mali ayant réalisé une étude sur la dette du mali en 2005, il est important que les autres organisations puissent profiter de cette expérience tant sur le plan théorique que méthodologique. Enfin, le CADTM Belgique coordonnera la préparation et l'organisation des rencontres internationales annuelles, étapes intermédiaires mais cruciales pour renforcer le partenariat.

##### 2 – Renforcement des capacités d'actions et de l'autonomie des partenaires

Les organisations partenaires ont déjà une expérience significative en terme d'actions populaires et de sensibilisation. Ce sont elles qui ont la maîtrise de la réalité sociale et

économique de leurs régions et pays respectifs. Il est donc fondamental de leur permettre de développer de manière autonome leurs activités (cfr Budget)

NB : Il est évident que ce Programme sera également très positif pour renforcer le travail du CADTM Belgique. Les rencontres et le dialogue avec des partenaires au Sud ayant une connaissance approfondie des réalités sociales et économiques représentent toujours pour le CADTM un enrichissement énorme. Le travail d'éducation permanente au sens large et l'interpellation politique au Nord ne s'en trouveront que renforcés.

### 3 – Renforcement de la communication et des collaborations entre partenaires

Une partie importante du Programme consiste à maintenir un dialogue régulier entre les partenaires (téléphone, Internet, rencontres...). Il s'agit de faire en sorte que les séminaires et rencontres internationales deviennent un moteur favorisant la cohérence des actions au niveau régional, la mise en commun des expériences et la réalisation de projets politiques et didactiques communs. Une partie importante du programme consiste à assurer un suivi de ces rencontres.

## **II ) Le projet**

## **1) La problématique et le contexte**

### A) Contexte général

Le diagnostic sur lequel se fonde ce Programme est partagé par un nombre croissant d'individus : **les richesses globales augmentent et pourtant la pauvreté et les inégalités sociales s'approfondissent**. Ce diagnostic est partagé aussi bien par les mouvements sociaux qui contribuent à l'émergence d'un mouvement altermondialiste pluraliste et international d'envergure, que par les rapports émanant de certaines organisations internationales (CNUCED, PNUD, Bureau international du Travail, etc.).

Après 20 ans de politiques néolibérales imposées à l'Afrique en particulier et au Tiers Monde en général, l'Afrique reste dans une situation sociale et économique dramatique, et l'endettement reste un des principaux obstacles aux possibilités de développement des pays africains. Le fardeau budgétaire grève les budgets sociaux, décourage les investissements dans le Sud et provoque de violentes crises financières (Asie du Sud-Est, Brésil, Argentine, Russie, etc.). Dans ce contexte, redonner des opportunités à ces pays pour qu'ils puissent s'engager sur la voie du développement socialement juste et écologiquement durable représente un objectif urgent et prioritaire. L'annulation de la dette et l'arrêt des politiques d'ajustement structurel sont au cœur même de cet objectif.

Si l'attention portée en direction de l'Afrique est croissante et si les propositions en vue d'aboutir à une solution se sont développées ces dernières années (Initiative PPTE, augmentation de l'aide publique au développement, Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ...), on ne peut que constater que ces solutions ne seront pas en mesure d'aboutir à une solution pour l'Afrique. Les OMD ne seront pas atteints en 2015 et à l'heure où le G8 annonce l'annulation des dettes multilatérales des pays pauvres, il est essentiel de rester vigilant, de ne pas se satisfaire des effets d'annonce ni des fausses solutions, de pouvoir proposer des analyses approfondies des origines et des conséquences de la dette du Tiers Monde et d'étudier, promouvoir les possibilités techniques de son annulation.

A côté de cela, les mouvements sociaux africains se renforcent et participent de plus activement au mouvement altermondialiste qui, malgré ses multiples faiblesses, représente un souffle émancipateur pour les peuples du monde entier. Aux yeux du CADTM, le renforcement de ce mouvement citoyen mondial est un facteur clé permettant d'aboutir à un changement profond de la situation et à l'élaboration d'un monde fondé sur le respect des droits humains fondamentaux, sur la paix et la justice sociale.

Malgré des résultats significatifs en terme de campagne d'information, de sensibilisation, de conscientisation et de mobilisations dans les pays concernés, le défi demeure énorme : l'engagement politique du citoyen contre l'injustice reste insuffisant quant il n'est pas découragé ; des milliers de personnes persistent dans le besoin d'information et d'éveil de conscience en vue d'agir contre l'inégalité sociale et la paupérisation vertigineuse des populations dans les pays du Sud.

Le travail d'éducation et de formation citoyenne dans ces deux sous-régions est essentiel. L'émergence d'un monde plus juste dans le respect de la souveraineté des peuples, de la justice sociale, de l'égalité entre les hommes, et entre ceux-ci et les femmes, ne pourra se réaliser que grâce à une participation active des citoyens et citoyennes du Sud, mais aussi du Nord.

Par ailleurs, face à des mêmes politiques néolibérales (privatisations, libéralisation, austérité budgétaire) imposées dans les pays des deux sous-régions, face à des stratégies et rapports de force qui ont souvent pour conséquence d'isoler les pays et de les mettre en concurrence les uns par rapport aux autres (Club de Paris, Club de Londres, OMC, FMI et Banque mondiale), il est fondamental de dépasser le cadre strictement national en proposant des alternatives globales et en construisant des liens de solidarités et d'actions forts et durables entre les mouvements sociaux des différentes régions d'Afrique.

### Contexte en Afrique centrale

Travailler à renforcer les liens entre les mouvements sociaux de cette région est pertinent à plusieurs niveaux. En effet, les trois pays considérés par ce programme, à savoir la République Démocratique du Congo, le Congo Brazzaville et l'Angola (dans le cas du doublement DRI) ont une histoire et culture commune, mais aussi un passé récent identique à différents niveaux : guerres liées à l'exploitation des minerais (pétrole, diamant, cobalt, coltan) ; destruction des infrastructures (routes, hôpitaux, écoles...) ; précarisation des populations rurales ; ...

NB : Comme dit précédemment, vu l'extension géographique de la RDC, mais aussi et surtout son contexte politique et économique actuel, il apparaît comme essentiel de renforcer fortement les contacts, le dialogue et une coordination des réflexions et actions entre les mouvements sociaux des différentes régions de ce pays. C'est pourquoi une partie importante du Programme sera consacrée à la mise en réseau des mouvements sociaux congolais.

### Contexte en Afrique de l'Ouest

Tout comme pour l'Afrique centrale, les pays de l'Afrique de l'ouest doivent faire face aux mêmes problématiques, défis et enjeux à plusieurs égards. Citons simplement ici, les Accords de Partenariat européens (APE) conclus avec l'UE qui vont imposer à ces pays une ouverture totale de leurs marchés. Là aussi, la mise en concurrence de ces pays imposée par le système néolibéral doit être contré par une mise en solidarité politique et active des mouvements sociaux. Le Réseau ROAD (Réseau Ouest Africain pour le Développement) impulsé récemment avec l'aide du CADTM et reconnu au niveau du Conseil international du FSM est un pas extrêmement important en ce sens. Ce programme vise à renforcer cette dynamique de manière indirecte ;

## **2) Description du projet**

### **A) Les objectifs du Programme**

En cohérence avec sa stratégie générale (cfr Point D : la cohérence du Programme), le projet Partenaires – campagne 11.11.11 que le CADTM introduit, s'inscrit sur une période de trois ans et se fixe plusieurs objectifs fondamentaux :

- renforcer les capacités de chacun des partenaires en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest en terme de recherche et d'analyses sur la question de la dette (en particulier travail sur l'audit et la dette odieuse) et du développement durable.
- renforcer les capacités d'action d'éducation permanente des partenaires
- renforcer les collaborations et les synergies entre :
  - o Les organisations d'Afrique centrale
  - o Les organisations d'Afrique de l'ouest
  - o Les organisations d'Afrique centrale et d'Afrique de l'ouest
  - o Ces partenaires du Sud et le CADTM Belgique
- augmenter la sensibilisation et la formation des citoyens, quant à la nécessité d'une véritable annulation de la dette du Tiers Monde ainsi que d'un changement radical de politique, mettant au centre de la réflexion, les besoins humains fondamentaux.
- renforcer la sensibilisation des médias aux enjeux du droit au développement durable ;
- renforcer l'interpellation des représentants politiques (du Sud et du Nord) et des organisations internationales (FMI, BM ...) sur l'importance de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement soutenables.

### **B ) Les thématiques du Programme**

Les thématiques principales qui seront abordées dans le cadre du Programme Partenaires sont au nombre de 6 :

- 1) Analyse de la situation socio- économique
  - a. De chaque pays concernés
  - b. Pour les deux régions concernées
- 2) Analyse de la situation et de l'évolution de l'endettement
  - a. De chaque pays concernés
  - b. Pour les deux régions concernées
- 3) Recherches spécifiques sur la dette odieuse

Un travail significatif sur cette question a déjà été réalisé en RDC. La poursuite de ces recherches pourrait aboutir à moyen terme à des actions juridiques contre les créanciers illégitimes.

- 4) Réalisation d'un audit de la dette
  - a. Audit citoyen
  - b. Audit parlementaire
- 5) Elaboration de propositions alternatives
- 6) Construction de stratégies et d'actions convergentes

### **C) La mise en œuvre du Programme**

Afin de réaliser ces objectifs, les activités suivantes seront mises en place. Chaque année, le Programme se divisera en trois phases :

#### **Phase I : Préparation**

- Soutien et coordination de la communication entre partenaires
- travail sur la dette odieuse et l'audit
- Préparation des rencontres internationales

#### **Phase II : Réalisation**

- Réalisation d'une rencontre internationale en Afrique centrale
  - o Réunion de préparation
  - o Réalisation d'un séminaire public sur la dette odieuse, l'audit et les alternatives
  - o Conférences publiques
  - o Réunion de bilan et mise en commun des résultats du séminaire
  - o Définition des axes d'actions stratégiques et objectifs communs
- Réalisation d'une rencontre internationale en Afrique de l'ouest
  - o Schéma identique mais un des objectifs clés du programme étant de connecter les deux sous régions, La Présence d'un délégué (deux si doublement DRI) d'Afrique centrale sera assurée pour les Rencontres en Afrique de l'ouest et inversement.

La première année, les séminaires se tiendront respectivement à Kinshasa (RDC) puis Niamey (Niger). La deuxième année, à Abidjan (Côte d'Ivoire) puis Lubumbashi (RDC), et la troisième à Brazzaville (Congo) puis Dakar (Sénégal).

#### **Phase III : Suivi**

Réaliser des rencontres internationales est essentiel pour permettre aux organisations du Sud de mieux définir leur propre vision du développement et des stratégies d'actions communes, mais ces rencontres ne peuvent représenter une finalité en soi. Elles doivent constituer, en amont et en aval, une étape intermédiaire du travail de sensibilisation, mobilisation et interpellation politique réalisé par chaque partenaire du Sud. Une partie du programme consiste justement à réaliser les actions suivantes :

- Communication régulière entre les partenaires du Sud
- Réalisation d'actions d'éducation permanente au niveau national et régional
- Interpellation politique au Sud et au Nord
- Elaborations d'outils pédagogiques nationaux et régionaux (à partir de la deuxième année)

#### **D) Les publics cibles du Programme**

Les publics cibles visés par ce Programme sont multiples :

- Les partenaires
- Les mouvements sociaux du Sud
- Les citoyens du Sud
  - o Zones urbaines et rurales
  - o Universités
  - o Ecoles
  - o ...
- Les citoyens du Nord
- Les parlementaires et mandataires politiques du Nord et du Sud
- Les représentants des institutions financières internationales

#### **E) La viabilité et durabilité du Programme**

Même si les objectifs sont ambitieux, ils s'inscrivent dans une continuité d'action : suivi des campagnes contre la dette et pour le développement initiées par la campagne mondiale Jubilé 2000 ; renforcement de la construction du mouvement altermondialiste en Afrique ; renforcement des partenariats entamés par le réseau international CADTM. Il y a donc des vecteurs internationaux garantissant la durabilité du projet ainsi que sa viabilité dans le sens où ces actions vont pouvoir s'inscrire dans d'autres lignes d'action.

La viabilité et la durabilité passent surtout par le fait de privilégier un travail politique militant à la base qui s'éloigne donc des choix aléatoires d'organisations institutionnelles qu'elles soient du Nord ou du Sud et des contraintes financières liées à des campagnes au sens étroit du terme.

Les recherches sur la dette ont déjà bien avancé dans les différents pays où se situent nos partenaires. Les partenaires ne sont pas des débutants en la matière. Ils ont surtout besoin de plus de moyens pour assurer leur autonomie en termes de communications, de stratégies et d'actions.

#### **F) La pertinence du Programme**

Ce Programme est aux yeux du CADTM pertinent à plusieurs niveaux :

##### **1) La dette reste au cœur de la problématique de développement**

Malgré certaines avancées, la question de la dette reste un des obstacles principaux à un développement socialement juste et écologiquement durable :

- L'endettement du Sud s'est accru après 20 ans de paiement
- Le pillage des ressources naturelles du Sud pour payer cette dette entraîne un appauvrissement des peuples.
- Des nouvelles formes d'endettement comme celles liées aux titres de la dette apparaissent et posent de nouveaux défis

- L'hégémonie des IFI et des autres institutions néolibérales continue à croître
- Alors que les véritables créanciers sont les pays du Sud et que le Nord est débiteur d'une dette financière, sociale et écologique, apparaît la nécessité de changer le discours et les positionnements.

NB : Il était significatif qu'au cours du Forum social mondial polycentrique de Bamako (janvier 2006), la question de la dette ait traversé quasiment l'ensemble des débats : commerce international, souveraineté alimentaire, privatisations, eau, droits humains ...

### 2 ) Un programme en cohérence avec les conclusions de la Déclaration de La Havane

Du 28 au 30 septembre 2005 s'est tenue à La Havane (Cuba), la deuxième rencontre Sud-Nord sur les résistances et les alternatives à la dette. Les principales campagnes, les principaux réseaux du monde entier se sont donc rencontrés pour la seconde fois, la première rencontre ayant eu lieu à Dakar en décembre 2000. Le but de cette rencontre était de faire le bilan des vingt ans de mobilisation et de clarifier les enjeux pour les mouvements sociaux. En particulier, il ressort que la conscience est plus nette désormais que la dette n'est pas avant tout un problème économique mais surtout politique, comme instrument de domination. (pour plus d'infos sur cette rencontre, voir : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org) )

Un des enjeux fondamentaux de cette rencontre était de voir comment, face à des mécanismes mondiaux, les mouvements sociaux, tant au Sud qu'au Nord, peuvent s'unir pour relancer des campagnes communes à la hauteur de ces défis ? Au cours des débats réalisés, Quatre axes de mobilisations communes furent jugés prioritaires pour les deux années à venir :

1. Une action internationale d'occupation des IFI.
2. Une campagne mondiale contre les dettes odieuses qui pourrait débiter en 2006 pour s'achever en 2007 par l'annulation de telles dettes. Si fin 2007, ces dettes ne sont pas annulées, une autre campagne prendrait la relève, exigeant des gouvernements du Sud qu'ils répudient ces dettes odieuses. Un point d'étape sera fait au Forum social de Nairobi en 2007.
3. Des audits de la dette. Ces audits seraient initiés partout en 2006. En 2007, un mécanisme concret pourrait être développé à l'aune des expériences de l'année précédente.
4. Des actions légales contre les crimes contre l'humanité visant en particulier la Banque mondiale. Ces actions sont possibles dans tous les pays où la Banque a des bureaux.

En ce sens, le Programme Partenaire introduit ici, prend tout son sens. En effet, pour concrétiser ces quatre axes de mobilisation, la mise sur pied de groupes de suivi internationaux et un échange permanent d'informations entre les partenaires de ce programme sont nécessaires.

### 3 ) Un Programme qui participe à la dynamique altermondialiste africaine

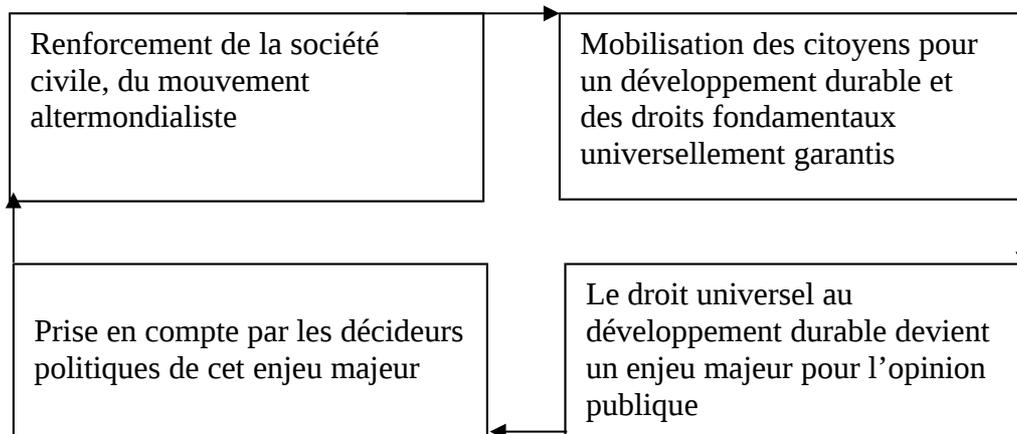
Alors qu'ils étaient relativement marginalisés jusqu'alors, les mouvements sociaux africains, en organisant le FSMP de Bamako, viennent de s'intégrer de manière beaucoup plus forte dans le mouvement altermondialiste. Cette intégration est importante dans la construction d'un mouvement social africain fort et solidaire (pour plus d'infos sur le FSMP, voir : [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org) ). En accueillant le premier « véritable » forum social mondial en 2007 à Nairobi (Kenya), l'opportunité est grande de faire passer cette intégration à une vitesse supérieure. Le Programme introduit ici, s'inscrivant dans la logique globale d'un

renforcement de la synergie et des solidarités entre mouvements sociaux africains, participera à cet objectif.

### **G ) La cohérence du programme**

De manière générale, le projet que le CADTM demande de soutenir s'inscrit dans un projet cohérent et une stratégie globale qui a pour but d'enclencher un cercle vertueux menant au renforcement des mouvements sociaux, à leur mobilisation autour du thème spécifique du financement du développement durable et de la garantie universelle des droits fondamentaux. Il faut que l'opinion publique s'approprie massivement cette question pour qu'elle devienne un enjeu politique majeur pour les décideurs politiques. Ce cercle vertueux peut être schématisé de la façon suivante :

### **Cercle vertueux visé par la stratégie générale du CADTM**



En ce sens, le CADTM considère que tant sa raison sociale que le projet pour lequel il rentre une demande rencontrent précisément la conception du développement du CNCD :

*« Nous, organisations de coopération, de jeunes, de femmes, syndicalistes, d'éducation permanente, membres du personnel du CNCD, militantes et militants engagés dans la construction d'un monde plus juste et solidaire : Nous réaffirmons vouloir œuvrer collectivement au sein du CNCD pour faire de celui-ci un moteur de mobilisation en vue de transformer mentalités et comportements, structures et décisions politiques en faveur d'un développement équitable et durable dans le monde et plus particulièrement dans le Sud. »*

## **III ) Budget**